NOS QUARTIERS, ABANDONNÉS ET HUMILIÉS PAR L'ETAT

Cette année encore, après Calais ou la vallée de la Roya, le 18e arrondissement rejoint la liste de la honte d'une politique inhumaine. Depuis début Novembre, l'Etat ne procède plus à aucune mise à l'abri dans notre arrondissement. Aux Portes de la Chapelle et d'Aubervilliers des campements grandissent et l'hiver entame un décompte macabre. C'est le résultat d'une politique voulue par le président de la République et son gouvernement. Celle de la « dissuasion migratoire » visant à rendre la vie impossible à ces hommes et ces femmes venus chercher protection et asile dans notre pays. Cette situation parisienne n'est pas sans arrière-pensée électorale de la part des forces macronistes qui accusent la Mairie de Paris de refuser toute expulsion, sans solution préalable d'hébergement. Hébergement qui est, rappelons-le, une compétence exclusive de l'État. Sombre politique qui joue avec des vies humaines pour imposer un débat sur l'identité et l'immigration aux relents xénophobes. Nous refusons que notre ville soit, de nouveau, le théâtre de la détresse pour ces personnes qui ont droit à notre respect et à notre solidarité. Nous refusons aussi qu'une partie de notre arrondissement soit abandonnée et humiliée par l'Etat. Partout où l'Etat renonce, la République s'affaiblit et recule. Les projets libéraux contribuent à affaiblir le rôle de la puissance publique, de ses moyens d'intervention, et notamment du service public. Si le risque est grand que le repli sur soi progresse, il y a urgence à réagir ! Pour construire ensemble l'alternative et rendre compte de leur action, les élus communistes vous convient à leurs vœux à la population, le Mercredi 23 janvier 2019 à partir de 18h30 en Salle Utrillo, Mairie du 18e arrondissement.

Les élu-e-s PCF-FDG du 18e arrondissement

(Ian BROSSAT, Danièle PREMEL, Gerald BRIANT, Nadine MEZENCE, Hugo TOUZET et Catherine BELEM) peuvent vous recevoir à leur permanence le vendredi matin en prenant RDV au 01 53 41 18 75